

Déclaration politique du 4^e RNA (Rencontre Nationale d'agroécologie)

"*Agroécologie et démocratie: unir la campagne et la ville*". Avec ce slogan, la 4^e Rencontre Nationale d'agroécologie (IV RNA) a eu lieu entre le 31 mai et le 3 juin 2018 au dans le parc municipal de la ville de Belo Horizonte (Etat du Minas Gerais - Brésil). Pour la première fois, notre rencontre s'est tenue sur une place publique. Ceci témoigne de notre engagement à communiquer directement avec le peuple des villes. Nous sommes 2 000 participants venus de tous les États brésiliens. Nous sommes des travailleurs et des travailleuses des champs, des forêts, de l'eau et des villes et portons en nous diverses identités socioculturelles: celle des peuples indigènes de 31 ethnies, celle des *quilombolas*¹, celle des agriculteurs et agricultrices de l'économie vivrière, des paysans et paysannes, des cueilleurs et cueilleuses, des pêcheurs et pêcheuses artisans, des communautés traditionnelles vivant d'une multitudes d'écosystèmes présents sur le territoire brésilien², des agriculteurs et agricultrices urbains, habitants du *sertão*, casseurs de noix de coco, éleveurs et éleveuses de pâturages, récolteurs et récolteuses de caoutchouc, des représentants des peuples riverains³, les peuples traditionnels d'origine et de religion afro-descendente, techniciens et techniciennes, éducateurs et éducatrices, chercheurs et chercheuses, étudiantes et étudiants, ainsi que des fonctionnaires, des représentants de la coopération internationale et des alliés de l'agroécologie venus de 14 pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe. Avec une majorité de travailleurs et travailleuses ruraux, nous avons atteint une participation paritaire entre les hommes et les femmes, en plus d'une importante présence de jeunes.

Nous sommes venus à Belo Horizonte pour célébrer nos luttes et nos victoires. Nous venons renouveler nos espoirs. Pour renforcer l'unité d'un mouvement constitué d'une diversité si expressive. L'agroécologie cultive et se nourrit de diversité. Le RNA offre un espace pour partager les savoirs et les rêves que nous avons ramenés dans nos bagages après les avoir soigneusement préparés au cours de nombreuses réunions préparatoires dans tout le Brésil. Ces événements préparatoires ont permis de renforcer nos articulations et réseaux locaux, provinciaux et régionaux et mettre à jour notre identité autour des valeurs, des principes et des pratiques qui convergent dans une même direction: la démocratie et le bien vivre (*buen vivir*).

Tout en reconnaissant le chemin parcouru dans cette direction, les voix des territoires qui résonnent ici dénoncent la violence et l'autoritarisme du latifundium, des monocultures, de l'exploitation minière, les centrales hydroélectriques et d'autres projets du grand capital visant à explorer la nature de manière prédatrice pour la production de *commodities*, ces produits ou matières premières négociés sur les marchés internationaux. Nous dénonçons aussi le soutien systématique d'ordre politique, économique et idéologique de l'État brésilien à ces projets au profit d'une minorité parasite qui se nourrit d'un modèle de développement et de consommation alimentaire qui renforce les inégalités sociales et compromet la santé publique.

¹Ndt : Nom donné aux descendants des habitants des anciens quilombos. Des territoires occupés par des esclaves en fuite avant l'abolition de l'esclavage au Brésil, en 1887 et qui existent toujours aujourd'hui.

²Ndt : Dans la carte originale en portugais étaient cités les activités suivantes qui pour être liés à des territoires spécifiques se traduisent difficilement : faxinalenses, geraizeiras et geraizeiros, vazanteiros et vazanteiras, caatingueiros et caatingueiras.

³Ndt : Peuples qui résident au bord des rivières et qui vivent de cet écosystème spécifique.

Un modèle qui se fonde sur les principes du sous-disant libre-échange et qui conçoit la terre, le travail et la vie comme des marchandises identiques à celles qui transitent sur les circuits du capital financier spéculatif.

Les trois premiers RNAs, réalisés en 2002, 2006 et 2014 ont eu lieu dans une période d'importantes réalisations pour l'agroécologie du Brésil. Même si des réformes structurelles nécessaires pour démocratiser l'accès aux produits de la nature, à commencer par la terre, n'ont pas été mis en œuvre, d'importantes politiques publiques ont vu le jour au cours de cette période. Des politiques inspirées de l'expérience et des propositions de la société civile qui ont ouvert la voie de la démocratisation de l'accès aux financements publiques, contribuant à renforcer les réseaux agroécologiques dans tout le pays. En 2012, bon nombre de ces politiques ont été rassemblées pour former la politique nationale d'agroécologie et de production biologique, une innovation institutionnelle qui est venue s'ajouter à la politique nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, mis en place dès 2006.

Les effets positifs de ces réalisations n'ont pas tardé à apparaître. En moins de dix ans, en 2014 précisément, le Brésil est sorti de la carte de la faim des nations unies. Ce résultat doit beaucoup aux mesures prises en faveur des territoires semi-arides, territoire qui recensait plus d'un million de morts humaines dues à la sécheresse au début des années 1980. Avec la dernière grande sécheresse, qui s'est achevée l'année dernière, la plus importante du siècle, nous sommes fiers de dire qu'aucune vie humaine n'a été perdue. Depuis le début des années 1990, les luttes populaires ont permis à plus de 1.200.000 familles paysannes d'obtenir leur terre. De nouveaux flux de production et de distribution alimentés par la demande publique ont permis de démocratiser la consommation d'aliments de haute qualité favorisant ainsi la sécurité alimentaire et nutritionnelle de nombreux segments de la société qui, jusqu'alors, n'avaient pas accès à ce droit. Les politiques affirmatives ont commencé à apporter des réponses pour lutter contre les inégalités historiques entre les hommes et les femmes dans le monde rural et pour reconnaître les droits territoriaux des peuples indigènes, des *quilombolas* et des autres peuples et communautés traditionnels.

Cette trajectoire vertueuse marquée par des réalisations, mais aussi par de profondes contradictions, a subi une rupture avec le coup d'État parlementaro-juridico-médiatique qui a destitué en 2016 un gouvernement élu avec plus de 54 millions de voix. Après le coup d'État, nous avons vu se mettre en place le plus puissant revers contre les acquis démocratiques depuis le coup d'État civilo-militaire de 1964. Sur le plan institutionnel, l'effet immédiat d'une telle rupture perpétrée par ces usurpateurs de la démocratie, s'est matérialisé par le démantèlement systématique des politiques publiques durement acquises par la société brésilienne au cours des trente dernières années depuis la promulgation de la Constitution fédérale de 1988.

Avec le coup d'État, les répercussions du démantèlement néolibéral sur l'État de droit démocratique se font sentir de façon toujours plus aiguë dans nos collectivités et territoires. La résurgence de la violence dans les campagne est la preuve la plus cruelle et la plus douloureuse de cette réalité. Le nombre de meurtres de camarades, de travailleuses et travailleurs ruraux sans terre, indigènes, habitants de quilombos, de pêcheurs, de paysans ayant conquis leur terre grâce à la réforme agraire, entre autres, a fortement progressé à partir de 2015. Selon une enquête de la commission pastorale de la terre, 71 meurtres ont été commis, rien qu'en 2017, faisant de cette année la plus sanglante depuis 2003 et avec le

double d'assassinat qu'en 2013. Les chiffres relatifs à la violence faite aux femmes, aux LGBT et aux jeunes Noirs dans les périphéries urbaines se multiplient également. Nous assistons à des manifestations explicites de machisme et de racisme et à tant d'autres préjugés. Le fléau de la faim refait la une des journaux. Le nombre de chômeurs et de personnes démunies ne cesse d'augmenter. Les vagues de conservatisme se propagent dans la société sous l'impulsion d'une presse qui désinforme, dépolitise et encourage l'intolérance.

La 4^e RNA a été convoquée et organisée dans ce contexte critique de la vie nationale. Nous avons rencontré de sérieuses difficultés pour arriver à concrétiser cet événement et ses étapes préparatoires. Mais nous avons parfaitement conscience de l'importance de devoir donner du meilleur de nous-même pour concrétiser cette rencontre. Ce dépassement est venu de la capacité de mobilisation de nos énergies militantes nourries dans nos luttes quotidiennes pour l'agroécologie et la construction de la démocratie, dans les forêts, dans les eaux, à la campagne et dans la ville. Elle est venue de l'esprit combatif de chaque personne et organisation qui, de manière créative et coopérative, a contribué à la construction et à l'accomplissement de cet événement.

Cet esprit a été mis à l'épreuve au cours de la semaine qui a précédé la 4^e RNA, lorsque le pays s'est pratiquement arrêté à cause de l'interruption de l'approvisionnement en carburants suite au mouvement de paralysation des camionneurs. Parmi les nombreux aspects révélés par cet épisode, l'un a été pointé pendant notre rencontre : la vulnérabilité et l'instabilité du système d'approvisionnement et de production alimentaire imposé par une poignée d'entreprises. La nature anti-populaire et anti-écologique de ce modèle qui déconnecte la production de la consommation alimentaire, la campagne de la ville, a révélée par les pénuries générées en quelques jours de grève. Un système de distribution qui repose sur le transport longue distance et la consommation vorace d'énergies fossiles, obligeant les territoires à importer de plus en plus ce qu'ils consomment et à exporter de plus en plus ce qu'ils produisent.

Les voix des territoires qui se sont exprimées durant notre rencontre ont montré comment l'agroécologie est en train de se construire dans toutes les régions du pays, sous forme de résistance créative mis en pratique par nos organisations et réseaux, et se constitue comme une alternative à ce système homogénéisateur et autoritaire. En plus de contribuer directement à la souveraineté et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, ils ont montré comment les réseaux territoriaux de l'agroécologie sont décisifs dans la construction d'une société juste, égalitaire et durable pour laquelle nous luttons. En même temps, ces voix ont dénoncé le coup d'État et le processus de destruction des droits en cours.

La 4^e RNA a été une démonstration sans équivoque de la croissance du mouvement agroécologique au Brésil. Tout d'abord, cette croissance est une victoire des luttes populaires pour la démocratisation de l'État et de la société brésilienne. Notre rencontre a montré la force de la lutte des femmes contre le patriarcat et le machisme. Avec le slogan « Sans féminisme il n'y a pas d'agroécologie », en lutte contre l'invisibilisation et la violence, les femmes ont conquis leur légitimité en faisant raisonner leurs voix et leurs revendications toujours plus fort, élevant ainsi le mouvement agroécologique à un autre niveau de la lutte la démocratie. Fermelement, les femmes noires ont affirmé combien la violence qu'elles subissaient était

encore plus cruelle et ont rappelé l'urgence pour le mouvement agroécologique de brandir le drapeau "S'il y a du racisme, il n'y a pas d'agroécologie". De leur côté, les jeunes ont clairement affirmé que l'agroécologie est une véritable utopie concrète : avec leurs propres expériences et en cohérence avec le discours et la pratique agroécologique, ils ont réfléchi aux moyens à mettre en œuvre pour rajeunir l'agriculture et systèmes agroalimentaires, en respectant la diversité des moyens et le modes de vie. Les jeunes ont également défendu la diversité des orientations sexuelles en affirmant que «S'il y a de la LGBTphobie il n'y a pas d'agroécologie».

En dépit de la gravité du moment historique actuel, l'occasion de se rencontrer pour discuter de la démocratisation de la société à partir de nos expériences, nous donne la certitude que nous sommes porteurs de bonnes nouvelles et de chemins alternatifs pour surmonter la logique du capital qui dilapide la société et gaspille la nature. Cette certitude nous remplit de courage et de joie. La 4^e RNA a été une expression condensée de ces sentiments.

Nous constatons que notre mouvement se développe et s'enrichit par la construction d'alliances politiques et par l'engagement croissant d'autres mouvements et collectifs qui luttent pour la démocratie et la vie. La participation effective des représentants des organisations indigènes, des *quilombolas*, des extractivistes et de nombreux autres peuples et communautés traditionnels montre combien les racines de l'agroécologie sont profondes. Il s'agit d'une percée décisive pour réaffirmer l'essence de notre mouvement et nous protéger contre les tentatives de cooptation qui prétendent réduire l'agroécologie à une approche technocratique de « verdissement » de l'agriculture industrielle. La présence de camarades qui luttent pour l'agroécologie dans d'autres pays montre que notre lutte va dans le sens d'une transformation structurelle est internationale et que nous devons élargir nos réseaux de solidarité et d'échanges dans le monde entier.

Avec des géodes de bambou, un système de recyclage des déchets en partenariat avec les mouvements populaires, de la nourriture biologique préparée et servie par les travailleuses et travailleurs sans terre, un espace dédié à la santé et aux pratiques thérapeutiques traditionnelles et populaires, un espace dédié aux enfants, une foire d'échanges de semences, un espace des saveurs et des savoirs avec les produits des territoires qui valorisent les cultures populaires, notre 4^e RNA s'exprime par l'économie de l'attention, de la réciprocité et de la solidarité. Ces pratiques expérimentées dans notre rencontre montrent combien l'agroécologie est au cœur de la construction d'autres économies et d'autres rapports sociaux qui s'opposent à la privatisation des biens communs et à la marchandisation de la vie par la logique propre du capital.

Nous restons mobilisés depuis nos territoires dans la lutte pour l'agroécologie et la reconnaissance du rôle de la société civile par les politiques publiques de l'Etat à tous les niveaux et sphères de décision. Dans l'immédiat, cela se traduit par notre profond engagement pour des élections libres et démocratiques. Cela signifie également que nous joignons notre voix à la défense de la liberté de l'ancien président Lula.

Nous réaffirmons notre détermination à renforcer l'Articulation Nationale de l'Agroécologie en tant que réseau de réseaux, d'échanges et de convergences avec différents segments de la société, à la campagne et dans la ville. Ce n'est qu'en s'engageant pour plus d'unité dans la diversité que nous serons en mesure de construire un projet démocratique et populaire pour

le Brésil. Nous sommes pleinement conscients de la dimension stratégique de l'alliance entre la communication populaire et l'éducation rurale pour renforcer les luttes contre-hégémoniques.

Nous continuerons à brandir nos drapeaux et à cultiver à la campagne, dans les forêts, dans les eaux et dans la ville, la conscience que la construction de l'agroécologie et de la démocratie est entre nos mains.

Agroécologie et démocratie, unir la campagne et ville!
Vive l'Articulation Nationale de l'Agroécologie!
Vive la lutte des peuples!

Belo Horizonte, 3 juin 2018

Traduction : Florence Poznanski